

Recherches sociographiques



Scott MCKAY, *Pour un Québec vert et bleu: le virage vert, l'économie et la gouvernance*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2013, 180 p.

Elisabeth Abergel

Les anglophones au Québec
Volume 55, Number 3, September–December 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1028388ar>
DOI: <https://doi.org/10.7202/1028388ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)
1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Abergel, E. (2014). Review of [Scott MCKAY, *Pour un Québec vert et bleu: le virage vert, l'économie et la gouvernance*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2013, 180 p.] *Recherches sociographiques*, 55 (3), 601–602.
<https://doi.org/10.7202/1028388ar>

de l'innovation sociale dans ses volets théoriques et pratiques. Chemin faisant, il invite le lecteur à se frotter lui-même à l'usage de clés d'interprétation au fil d'une analyse qui, en toute logique, se fait évolutive. Il laisse aussi deviner, comme en prime, la richesse des échanges et la vigueur de l'émulation qui ont cours au sein d'un laboratoire de recherche...

Jacques PALARD

*Centre national de la recherche scientifique,
Institut d'études politiques de Bordeaux.
j.palard@sciencespobordeaux.fr*

Scott MCKAY, *Pour un Québec vert et bleu: le virage vert, l'économie et la gouvernance*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2013, 180 p.

Le livre de Scott McKay, ex-député péquiste de Repentigny, se présente sous la forme d'une série de propositions décrivant un vaste projet politique. Avant sa défaite aux dernières élections provinciales, le gouvernement péquiste affichait une volonté de faire de l'écologie un enjeu politique et économique central pour le Québec. Son arrivée au pouvoir, dans la foulée du printemps érable et la convergence des luttes sociales et écologiques, permettait d'entrevoir l'avenir avec optimisme. Les premières décisions environnementales du Parti québécois, la fermeture de la centrale nucléaire Gentilly 2 ainsi que le moratoire sur l'exploitation des gaz de schiste, étaient la preuve de son engagement écologique. Cependant, les hésitations sur la question des redevances minières et les contradictions autour de l'exploitation du pétrole à Anticosti rendent le bilan écologique de l'ancien gouvernement plutôt mitigé.

L'objectif principal de l'auteur est de mettre le territoire au centre des enjeux de la souveraineté nationale. Son ouvrage présente des solutions pour une transition vers une économie « verte », tente de démystifier les idées reçues autour du concept de développement durable et déconstruit la fausse opposition entre écologie et économie. L'auteur imagine alors une meilleure gouvernance environnementale et invoque une série d'instruments de gouvernance : mesures fiscales, responsabilisation des acteurs et des producteurs, mesures économiques variées afin de « verdir » les industries polluantes et de récompenser les entreprises vertes, mesures démocratiques qui misent sur la participation citoyenne, mesures économiques pour stimuler l'innovation, orientations politiques locales. Toutes ces propositions s'inspirent d'exemples concrets.

La transition écologique, vue par McKay, est largement basée sur des initiatives économiques et des mécanismes financiers dans lesquels l'innovation sert de moteur à la création de nouveaux marchés. Des questions et des conflits territoriaux importants comme l'autodétermination des peuples autochtones ou encore l'exode rural ne sont pas réellement abordés. Le lecteur se demande alors quel sens politique serait donné aux initiatives locales et populaires lors de la transition écologique. De manière générale, l'auteur favorise le statu quo, le *business as usual*

du capitalisme vert axé sur la croissance économique et le développement technologique, malgré le fait que la souveraineté offrirait la possibilité d'une nouvelle vision. Or aucune remise en question des orientations politiques, des institutions et des systèmes de gouvernance traditionnels ne figure dans le livre. McKay soutient un système politique où prime le contrôle des externalités environnementales plutôt que la refonte totale du modèle de croissance économique. Il s'oppose même aux mouvements de décroissance qu'il considère « erronés et nuisibles » pour l'environnement (p. 108), voyant plutôt à travers la valorisation du territoire et de ses ressources environnementales « une nouvelle facette du nationalisme québécois qui émerge » (p. 151). L'intérêt de l'ouvrage est ainsi sa réflexion sur le nationalisme environnemental.

Elisabeth ABERGEL

*Département de sociologie et Institut des sciences de l'environnement,
UQAM.*

abergel.elisabeth@uqam.ca

Micheline LABELLE, Rachad ANTONIUS et Pierre TOUSSAINT (dir.), *Les nationalismes québécois face à la diversité ethnoculturelle*, Montréal, Éditions de l'Institut d'études internationales de Montréal, 2013, 319 p.

Cet ouvrage présente des pistes de réflexion dans la discussion actuelle sur le vivre ensemble au Québec. Les auteurs mettent de l'avant la citoyenneté et l'ethnicité comme approches prometteuses pour redéfinir la position québécoise vis-à-vis des nouveaux arrivants.

La publication, issue du colloque annuel de la Chaire de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté (CRIEC) de l'Université du Québec à Montréal, rassemble 19 contributions organisées en six sections. Toutes analysent, sous un angle pluridisciplinaire, différentes formes de nationalisme au Québec et proposent des résultats allant au-delà du discours trop souvent centré sur la seule recherche de définition de l'identité nationale.

Les contributions doivent être lues dans le contexte de la Charte de la laïcité², un projet de loi du Parti québécois. Daniel Turp, par exemple, en présente le texte législatif (p. 179-212). L'ouvrage tente de sortir de l'opposition binaire entre « nous » et « les autres ».

Rachad Antonius montre, grâce à une analyse empirique des médias, que le nationalisme conservateur se sert de la tribune offerte par les débats publics. En invoquant l'islam intégriste, les nationalistes de droite provoquent ainsi une

2. Le projet de loi 60 du Parti québécois, intitulé « Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodement », avait pour but de garantir la neutralité de l'État en réglant, entre autres, le port des signes religieux du personnel de l'État. Suite à l'échec électoral du parti au pouvoir, le projet n'a pas été adopté.